

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2192 - VENDREDI 19 DÉCEMBRE 2014

Monusco

Controverse autour du départ des casques bleus

Il est inadmissible que la force onusienne quitte le pays dans la précipitation compte tenu de la situation sécuritaire incertaine qui prévaut dans l'est du pays, ont rétorqué les responsables de la Monusco à la proposition de Joseph Kabila de voir l'effectif des casques bleus déployés sur le territoire national (évalué à vingt mille hommes) être réduit progressivement. Tout dépendra des discussions qui seront engagées entre le gouvernement et le Conseil de sécurité de l'ONU, indique-

t-on dans les milieux onusiens tout en appelant à la prudence. Pour le chef du Département des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, un départ précipité des casques bleus compliquerait la situation car, estime-t-il, réduire trop vite le volume du contingent onusien déployé sur le terrain risquerait de fragiliser tous les acquis coûteux jusque-là engrangés en terme de pacification et de stabilisation du pays.

Page 12



Des casques bleus dans une zone opérationnelle au Nord-Kivu



L'immeuble de la Banque commerciale du Congo (à droite)

BANQUES EN RDC

Les résultats toujours en deçà des attentes

Les activités bancaires ont continué à enregistrer une croissance continue avec un nombre de clients (toutes les banques confondues) établi en 2013 à quatre millions contre cinquante mille en 2002, mais le miracle tant attendu tarde encore à se réaliser, a expliqué un expert aux *Dépêches de Brazzaville*. La progression bancaire est, en effet, loin de refléter l'importance d'un marché estimé à 70 millions d'habitants en RDC. Selon les chiffres du secteur bancaire, le taux de pénétration reste encore très faible. Les banques en RDC n'ont pas la capacité de financer de grands projets. Il y a lieu de relever l'intérêt porté ces cinq dernières années par les banques régionales à la RDC. Le regain constaté confirme une amélioration du climat des affaires. Mais pour autant, ce constat devrait pousser les banques locales à se professionnaliser davantage pour ne pas perdre des parts de marché. Page 12

ÉDUCATION

L'Unesco lance un programme de formation de plus de quatre mille enseignants

Le projet financé par le gouvernement chinois s'élève à un million de dollars. Dénommé China Funds in Trust (CFIT), le projet a été lancé le 16 décembre à Kinshasa par la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. Il concerne la formation de quatre mille cinq cents enseignants congolais du primaire et du secondaire pour améliorer leur performance. La ville-province de Kinshasa, le Bandundu et la Province Orientale sont concernés par le projet qui entend se poursuivre jusqu'en 2016. L'objectif poursuivi par le projet CFIT, ainsi que l'a noté la directrice générale de l'Unesco, est de mobiliser la RDC derrière ses enseignants pour les soutenir, les former, les écouter, les valoriser dans leurs efforts pour construire l'avenir du pays.

Page 13

MUSIQUE

Dakumuda New Man retourne sa veste

Le patron de Laviniora Esthétique vient d'annoncer qu'il a pris l'option d'arrêter avec la musique populaire dite profane pour se consacrer désormais à la musique chrétienne qui glorifie Dieu avec, à la clé, un nouvel album intitulé « Bonzambe ». Le musicien demande à ce que cette décision soit considérée comme le résultat de tout un processus. Il évoque un appel formel du Tout-Puissant à évangéliser à travers la chanson et déclare respecter la mission que Dieu lui a confié, celle d'emmener les gens à la repentance et à la conversion. Le musicien envisage de mettre sa toute première œuvre musicale consacrée au créateur sur le marché ce mois de décembre. Se prévalant dorénavant du statut de prédicateur des masses, Dakumuda qui se veut à la fois chanteur et évangéliste, affirme être investi d'un mandat divin.

Page 13

PUBLICATION

Un essai sur la comptabilité d'Yvon Zebo

La RDC a adhéré l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada) depuis 13 juillet 2012 et le 12 septembre 2012, le système est entré en vigueur au niveau national, remplaçant ainsi le système congolais. Cette adhésion a suscité plusieurs débats. C'est dans ce cadre qu'Yvon Zebo Monkolo, réviseur comptable issu de l'Institut de réviseurs comptables de la RDC vient de mettre sur la place publique l'essai « *Évaluation et comptabilisation de l'actif immobilisé. Analyse comparative des systèmes comptables congolais et Ohada* ». Dans cet ouvrage de 158 pages publié aux éditions de l'Université protestante du Congo EDUPC cette année, l'auteur se donne l'exercice de comparer le nouveau système Ohada et l'ancien système comptable congolais à partir de l'actif immobilisé.

Page 13

ÉDITORIAL

Cuba

La grande Histoire retiendra que le 17 décembre 2014 les États-Unis ont mis fin au long et douloureux divorce qui les séparait de Cuba. La petite Histoire, elle, se souviendra que le Congo était présent, et bien présent, à La Havane lorsque Raul Castro et Barack Obama ont rendu publique leur réconciliation. Présent, au-delà de sa représentation diplomatique, grâce à l'exposition kiébé-kiébé que le Musée-Galerie Congo a installé en plein cœur de la capitale cubaine et que le Président Denis Sassou Nguesso inaugura le 3 décembre dernier.

Disons-le, sans fausse modestie, nous sommes heureux, fiers même, que le Congo soit présent à Cuba en cet instant privilégié par l'intermédiaire d'une de ses plus anciennes traditions, le kiébé-kiébé.

Venue du fond des âges et toujours pratiquée dans de nombreux villages de la partie nord de notre pays, cette danse initiatique témoigne de l'attachement que notre peuple porte au passé. Et le fait qu'elle traverse aujourd'hui l'Océan atlantique pour se produire plusieurs semaines durant à La Havane, puis à Santiago de Cuba, prouve qu'elle est plus vivante que jamais. Revenue ensuite sur sa terre natale, et installée de façon définitive à Ngolodoi, sur la rive gauche de l'Alima, l'exposition témoignera demain que l'Afrique, notre Afrique, demeure plus que jamais attachée à son passé.

Ceci étant dit, le geste historique que les États-Unis viennent d'accomplir met fin à quarante années d'un divorce d'où le pire aurait pu sortir pour l'humanité et qui n'aurait jamais dû se produire si les hommes avaient tant soit peu de sagesse. Il témoigne de la prise de conscience par l'Amérique de Barack Obama que les rapports de force ont changé au sein de la communauté internationale et qu'il n'est plus d'autre voie possible dans le monde actuel que de s'entendre avec ses voisins, même lorsque ceux-ci ne cultivent pas les mêmes valeurs.

À une politique de puissance, fondée sur une vision déformée des réalités planétaires et inspirée par des idéologies qui ont fait leur temps, se substitue enfin une politique réaliste, respectueuse des différences que chaque nation cultive.

Qui, honnêtement, pourrait le regretter ?

Les Dépêches de Brazzaville

MUNICIPALISATION DE LA SANGHA

le ministre Jean Jacques Bouya fait la ronde des sites retenus

Une forte délégation conduite par le ministre de l'aménagement du territoire chargé de la délégation des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, a visité Ouesso le 14 décembre dernier.

Plusieurs sites retenus ou à confirmer pour la construction des ouvrages prévus dans le cadre de la municipalisation accélérée, les travaux du palais présidentiel situé au quartier Mbindzo et du stade connaissent déjà un début d'exécution. Sur l'ancien site de l'aéroport, par exemple, les travaux de réhabilitation et de mise aux normes Airbus A340-300 des chaussées aéronautiques de l'aéroport, de l'hôpital général

Sur le site du grand marché, on construira l'hôtel de ville tout en gardant l'architecture qui date de 1930. Le marché, lui, sera délocalisé et construit sur un nouveau site. Certains projets sont en étude et d'autres en phase d'installation. C'est le cas des voiries urbaines qui, pour certaines, sont déjà couvertes de latérite, sans oublier les ouvrages d'assainissement. « Il s'agissait pour nous d'arriver à Ouesso. Et

en place des installations de manière harmonieuse », a expliqué le ministre Jean Jacques Bouya qui a ajouté qu'« Il s'agit ici de mettre aux normes internationales pour faire que dans notre pays, nous ayons quatre aéroports internationaux pour les avions de toutes catégories. La référence le Boeing 747 et l'Airbus A340. Il s'agit de Pointe-Noire, de Brazzaville avec l'étape supplémentaire de l'A380, d'Ollombo et Ouesso », a-t-il renchéri.

Là encore, le gouvernement a concentré ses efforts dans un pro-



Le chantier de l'hôpital général de Ouesso

avaient déjà démarré. Courant 2015, d'autres projets urgents pourront démarrer. Il s'agit du boulevard où se déroulera le défilé du 15 août. Ainsi, le lieu d'implantation de certains édifices sera le fruit d'une concertation, comme l'a expliqué le ministre Jean Jacques Bouya.

de manière solennelle avec les autorités locales regarder l'ensemble des sites retenus et voir exactement s'il y a des corrections à faire, tout ça, de manière concerté et participatif pour que ceux qui vivent la ville puissent nous accompagner dans la mise

programme qui vise l'implantation des infrastructures de base et aéroportuaire.

C'est une opération qui a beaucoup de sens et qui naturellement va changer l'image de Ouesso et, partant, du département de la Sangha.

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

EMMANUEL KAMBA

« Il est temps que le Congo se dote d'un modèle économique pour son domaine pétrolier »

Suite à la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux, Emmanuel Kamba, expert en systèmes de financement et conseiller à la Cour des comptes estime que le Congo doit en tirer des leçons. Définir un modèle économique pour ce domaine très volatil de pétrole et diversifier les modes de financement du développement sont entre autres options à explorer selon cet économiste.

Les Dépêches de Brazzaville : Le budget de l'État congolais pour l'exercice 2015 serait en train d'être réajusté à cause de la baisse du prix du baril de pétrole. Quelles conséquences peuvent découler de cette conjoncture ?

Emmanuel Kamba : Dans le jargon du marché pétrolier, quand les prix sont en Contango, c'est-à-dire poussés vers le haut, ou quand ils sont en Backwardation, c'est-à-dire à la baisse comme c'est le cas actuellement, il faut naturellement ajuster les hypothèses initiales. Actuellement, on parle d'un baril de pétrole en dessous des 60 dollars. Si les prévisions étaient faites pendant que le prix du baril était à la hausse, il est tout à fait raisonnable de revoir les hypothèses. Cette situation est valable pour tous les pays producteurs de pétrole et concerne toute société pétrolière. Il est donc important que notre pays se dote d'un modèle économique pour ce domaine très complexe. Un tel modèle est construit pour étudier et prévoir le fonctionnement du secteur d'activité. (Ndlr).



Emmanuel Kamba.

LDB : Cette baisse de prix pourrait-elle avoir un effet sur le fonctionnement et les investissements de l'Etat ; sachant que

le Congo dispose d'une bonne épargne... ?

EK : Cette situation pourra effectivement amener le gouvernement à revoir les prévisions initiales en termes

d'investissements et de fonctionnement.

LDB : Quelles leçons pourrait-on tirer de cette baisse sensible des prix du pétrole ?

EK : Étant donné la volatilité du marché pétrolier, le développement du secteur hors pétrole s'avère obligatoire. Il va falloir investir dans les secteurs des services, de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture, etc.

LDB : Quelles sont aujourd'hui les possibilités qui peuvent s'offrir au Congo, en termes de diversification des modes de financement de l'économie ?

EK : Nos banques disposent globalement, en Afrique centrale, de liquidités abondantes, c'est-à-dire qu'elles sont en surliquidité et cela constitue un atout pour le financement de notre économie. Donc, l'Etat peut faire appel à l'épargne publique, en émettant des emprunts obligataires, afin de financer les projets de développement.

LDB : N'y a-t-il pas des choses à craindre dans cette diversification des modes de paiement ? Par exemple un risque de surendettement ?

EK : Tous les pays du monde s'endettent. Le plus important est de gérer au mieux les fonds obtenus, de réaliser l'objet pour lequel ils ont été levés ou empruntés. Les indicateurs macroéconomiques étant bons, les comptes de la nation étant solides, il n'y a donc pas de risque de surendettement.

LDB : À vous entendre, la diversification de l'économie congolaise est indispensable. Aurait-elle un effet important dans

pareil circonstance ?

EK : Nous devons sortir d'une économie de rente qui consiste à exporter les matières premières. Le développement du secteur privé est sans conteste une source de croissance économique et d'emplois. Il est reconnu que le développement d'un secteur privé plus vibrant, dynamique et productif est un objectif crucial qui est étroitement lié à d'autres objectifs non moins importants. Dans un contexte de création de richesse et d'emplois, la tâche principale du secteur privé est de produire des biens et services. La transformation locale des matières premières, le transfert de technologies, la recherche et l'innovation devraient être les nouveaux défis de l'émergence de notre pays.

LDB : Quel est, enfin, votre dernier mot sur la politique budgétaire du Congo ?

EK : La politique budgétaire de notre Etat, principal levier de lutte contre la pauvreté, doit jouer un rôle essentiel. Malheureusement notre politique budgétaire souffre d'un principal handicap : notre économie est fortement tributaire du pétrole, qui est lui-même très sensible aux fluctuations des cours sur les marchés internationaux et du taux de change du dollar par rapport à l'euro. De ce fait, notre balance commerciale est structurellement excédentaire selon la conjoncture sur les prix et présente une très grande volatilité. Les défis actuels pour notre pays résident donc dans l'identification des politiques publiques appropriées susceptibles de résoudre le problème de financement de son développement.

Propos recueillis par Thierry Nougou.

DOUANES

Les travailleurs réévaluent l'action de leur mutuelle

Un nouveau rapport financier de la Mutuelle des travailleurs des douanes (MUTRADO) va être adopté, les 18 et 19 décembre à Brazzaville, à l'issue de la session extraordinaire du conseil d'administration de cette institution.

Durant ces deux jours de travaux, les douaniers vont également examiner et approuver pour le compte de leur mutuelle cinq documents importants, notamment : le rapport d'activités de la commission ad hoc, le procès-verbal de la session du 23 décembre 2013, les statuts ainsi que les règlements intérieur et financier. À noter que le conseil d'administration de la MUTRADO a été institué, il y a quatre années. Avant l'instauration de celui-ci, il y a eu beaucoup de dysfonctionnements, au sein des travailleurs des douanes, liés à la paie des agents. « Les différentes prestations se payaient avec peine », a reconnu Casimir Payade Bopoumbou, président du conseil d'administration et de la commission ad hoc de la Mutrado. Il fut un moment où la gestion des douaniers avait été des-

saisie des mains de l'administration. Et, la direction générale avait décidé de conditionner la remise de cette gestion aux travailleurs avec l'instauration d'un conseil d'administration. « Malheureusement, le bureau exécutif national sera repris par des anciens dirigeants qui ramèneront le navire dans la même direction. Plusieurs sessions extraordinaires seront tenues pour tenter de redresser la situation, mais hélas... », explique Casimir Payade Bopoumbou qui tient à l'implication de tous les agents des douanes pour arrimer la mutuelle aux nouveaux défis. Au terme des travaux dudit conseil d'administration, une assemblée générale devra être convoquée pour élire un nouveau bureau en vue d'une nouvelle mandature. Créée le 30 avril 2010, la MUTRADO qui jouit d'une autonomie de gestion participative, est une association libre et volontaire des douaniers en activité et ceux admis à la retraite. Elle vise à promouvoir la solidarité, l'entraide et la prévoyance dans les domaines des risques sociaux.

Fortuné Ibara

CONGO

16,5 milliards FCFA pour améliorer le système de statistiques

Au regard de la déficience du système national de statistiques, un prêt de 2.496 milliards FCFA a été sollicité, par le gouvernement congolais, auprès de la Banque mondiale pour redynamiser le système.

Le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'Association internationale de développement (AID), relatif au financement du projet de renforcement des capacités en statistiques, a été adopté à l'unanimité, le 18 décembre à Brazzaville, par l'Assemblée nationale.

Pour améliorer les rendements du système national de statistiques, le Congo financera ce projet à hauteur de 14.400 milliards FCFA. La contrepartie pour la mise en vigueur de l'accord, soit 8 milliards FCFA, sera versée avant la fin de l'année en cours. « L'acompte prévisible en 2015, soit 3 milliards FCFA, figure dans les crédits, exercice 2015 », rassure le ministre des Finances, Gil-

bert Ondongo. Le prêt a été accordé sous conditions de remboursement, les 1er mai et novembre de chaque année. Pour le ministre des Finances, la mise en œuvre du projet contribuera fortement à la réalisation de la stratégie nationale du développement de la statistique. L'objectif est de renforcer les capacités de la statistique nationale et de promouvoir la demande des données statistiques. Ce projet permettra au système national de statistiques de produire et diffuser en temps opportun les statistiques fiables utiles à l'action du pouvoir public, ainsi qu'à la prise de décisions. La mise en œuvre du projet permettra également d'acquérir un personnel qualifié et de mondialiser les systèmes statistiques au moyen de la communication.

Il vise non seulement à contribuer à de meilleurs résultats en matière de développement et de bonne gouvernance par la collecte, la production, l'analyse et la diffusion des données de l'économie et la société congolaise, mais également au développement

des institutions, des structures organisationnelles et des infrastructures. Outre cette affaire, les députés ont adopté le Projet de loi de règlement du budget de l'Etat, exercice 2013 et, le Projet de loi autorisant la ratification du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, relatif à la convention sur la diversité biologique. L'objectif de ce dernier est de permettre à un pays, d'avoir un meilleur accès à ses ressources, et un financement adéquat qui permet la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ces ressources. Ce protocole engage également chaque partie à prendre des mesures législatives, administratives ou politiques nécessaires pour s'assurer que les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales sont partagés de manière juste et équitable entre les communautés.

Josiane Mambou Loukoula

FORCE PUBLIQUE

La construction des casernes militaires exécutée à environ 57%

Exécutés sur trois sites différents, les travaux de construction de nouvelles casernes et bases militaires de Tsiélambo s'exécutent normalement. Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya, qui a visité à mi-parcours le chantier, le 17 décembre, pense que les travaux sont déjà réalisés à environ 57%.

Accompagné de son collègue en charge de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, Jean Jacques Bouya s'est imprégné de l'évolution de ces chantiers, conséquences des explosions meurtrières du 4 mars 2012. À l'issue de la ronde de ces nouvelles casernes en construction, les deux personnalités se sont dites satisfaites de l'état d'avancement des travaux à l'heure actuelle. «*Nous sommes à mi-parcours satisfaits des résultats, puisqu'il y'a des casernes qui sont presque achevées, car déjà réalisées à 94 voire 95% pour certains. Un pourcentage global d'exécution des travaux estimé à environ 57%. Il est possible qu'au début de cette année 2015, quelques casernes soient rendues disponibles* », s'est réjoui le ministre Jean Jacques Bouya.

Abordant dans le même sens, son collègue de la Défense,

Charles Richard Mondjo a cependant déploré l'attitude incivique des populations qui ont commencé à ériger des bâtisses tout autour du périmètre des casernes, alors que ces casernes ont été délocalisées pour les mêmes raisons de cohabitation.

La délégation conjointe a visité en premier la caserne de Ndouo, érigée non loin des installations électriques de Tsiélambo. Sur ce site de plusieurs hectares, des bâtiments modernes, R+1 chacun, sont quasiment finis, en dépit de quelques retouches de dernière heure et des équipements.

Le premier lot des travaux qui ont concerné la construction des bâtiments est évalué à plus de 8,2 milliards FCFA. Le deuxième lot des travaux qui porte sur la construction des voiries, des réseaux divers intérieurs ainsi que le mur de clôture, est estimé à plus de 6,1 milliards

FCFA, soit un montant total de plus de 14,3 milliards FCFA.

À la caserne de Mont Barnier, qui s'étend presque sur la même superficie, avec la même architecture que celle de Ndouo, les travaux sont aussi suffisamment avancés. À l'instar de la caserne de Ndouo, au chantier de Mont Barnier les ouvriers s'activent dans les

travaux de finition et l'équipement des différents bâtiments. Globalement, les travaux de cette caserne ont coûté plus de 18,7 milliards FCFA.

En ce qui concerne la base-vie du Mont Mambou, les travaux s'exécutent aussi normalement. Dans ce camp, il est en train d'être construit plus d'une vingtaine de bâtiments R+4, dans lesquels seront logés les militaires.

Le coût global de construction de ces trois camps militaires est estimé à plus de 78.597.487.428 FCFA. Un

montant qui pourra être revu à la hausse si l'on tient aussi compte d'autres aspects telles, les expropriations en vue.

Seule mauvaise note de cette visite, l'incivisme des populations qui a été décrié par les deux membres du gouvernement, qui envisagent d'ailleurs de procéder au déguerpissement forcé des populations inciviques qui ont pris d'assaut les alentours de ces sites militaires. A cela s'ajoutent des érosions dont les prémices sont déjà palpables.

Firmin Oyé

MÉDIAS

Une délégation du Haut conseil de la communication de la Centrafrique en séjour à Brazzaville

Cette délégation, conduite par son président, José Richard Kouambi, est arrivée à Brazzaville depuis le mardi 16 décembre. L'agenda prévoit des séances de travail avec le Conseil supérieur de la liberté de communication de la République du Congo à l'instar de la réunion de ce vendredi 19 décembre. Une occasion pour des échanges d'expériences entre les deux institutions. La délégation centrafricaine effectuera, le samedi 20 décembre, la visite d'un échantillon d'organes de presse publics et privés installés à Brazzaville. Le séjour de la délégation centrafricaine sera marqué, le 22 décembre, par la signature du protocole d'accord avec le Conseil supérieur de la liberté de communication.

Roger Ngombé

COMMUNICATION

ALLOCUTION DU SECRÉTAIRE GENERAL DU PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL, À L'OCCASION DES TRAVAUX DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL FÉDÉRAL DE BRAZZAVILLE

A l'occasion de l'ouverture des travaux de la 1ère Session Ordinaire du Conseil Fédéral PCT de la ville de Brazzaville,

J'adresse aux Membres du Conseil Fédéral ainsi qu'à l'ensemble des Membres et Sympathisants du PCT de Brazzaville, les militantes et chaleureuses salutations du Camarade Président du Comité Central et de l'ensemble de la Direction Politique nationale de notre Parti.

Dans la marche d'un Parti politique, la tenue d'un Conseil ou de tout ce qui y tient lieu est un moment de responsabilité, de grande responsabilité où s'évalue le fonctionnement du Parti en rapport avec le programme arrêté dans une bonne prise en compte du contexte de mise en œuvre.

Cette évaluation a pour finalité la fixation d'un nouveau cap dicté par l'ambition de porter la structure vers des niveaux de performance plus élevés suite aux meilleurs enseignements tirés de la séquence évaluée.

Dès lors, très Chers Camarades Membres du Conseil Fédéral PCT Brazzaville, vous saisissez bien le poids de votre responsabilité au cours de cette Session. Il est attendu de vous qu'au travers d'une analyse froide de la vie du Parti vous disiez clairement si celle-ci est en phase avec la ligne de l'ouverture et de la revitalisation. Sinon, que convient-il courageusement de prescrire comme thérapie ?

La discipline, dont le raffermissement a été exigé par le VIème Congrès Extraordinaire comme gage de l'élan nouveau, est-elle vraiment en train de prendre corps afin de dissiper toutes les velléités de déviance et de favoriser le développement d'un climat sain sur lequel s'érige la camaraderie sincère et se bâtissent les grandes victoires ?

A ce propos, je salue, au nom du Camarade Président et de toute la Direction du Parti dont moi-même, les résultats encourageants obtenus par Brazzaville aux élections

locales et sénatoriales 2014.

Mais le bilan du PCT aurait pu être meilleur si chaque Cadre, chaque Membre ou Sympathisant, chaque Organe du Parti avait intériorisé les enjeux de ces consultations et s'y était engagé pleinement en donnant la priorité à l'intérêt général, au soutien efficace à l'action multiforme du Camarade Président Denis SASSOU - NGUESSO.

Le vrai soutien à notre leader s'exprime par les actes, dans les actes quand il le faut et non par les déclarations que ne valide pas l'action.

Très Chers Camarades Membres du Conseil Fédéral, L'actualité nationale est dominée par le débat sur la Constitution. La 11^e Réunion Extraordinaire du Bureau Politique a engagé notre Parti dans ce débat. Une commission du Bureau Politique est mise en place et travaille activement à élaborer le support dans l'optique d'un débat au Comité Central.

Entre temps, la base du Parti et les Organisations affiliées sont appelées à mener la réflexion en leur sein, question de faire à la Direction du Parti des suggestions résultant de leur lecture de la situation.

Pour le Bureau Politique, le débat sur la Constitution est un débat démocratique face auquel la foi démocratique des acteurs politiques congolais est soumise à l'épreuve. Ici, les politiques congolais doivent parler, ils doivent se parler sans relâche en sachant reconnaître au peuple la prérogative qui lui revient dans toute société démocratique. Notre démocratie, dont nous nous revendiquons légitimement tous d'être des artisans à la recherche des voies de perfectionnement, ne peut pas se promouvoir en étouffant la libre pensée, la libre expression sur des questions majeures et en cautionnant la pratique de l'invective, de la terreur et de la force.

Le recours à l'invective, à l'intimidation et à la violence qui, dans notre passé récent, a généré déchirures et drames aux séquelles encore vives, est à stigmatiser vive-

ment, à proscrire systématiquement.

Le Parti Congolais du Travail dit non, non et fermement non à l'intolérance, à l'agression et à la violence. Il proclame son attachement au dialogue pour que dans la paix inaliénable se conçoivent et se définissent les instruments de perfectionnement et de consolidation de la démocratie au service de la construction du Congo pour le mieux-être de ses citoyens.

Alors, Chers Camarades Membres du Conseil fédéral, sans plus attendre, prenez place dans le débat conscients de votre statut d'habitants de la Capitale politique de notre pays. Pensez et proposez en vous préoccupant du Congo, de son cheminement vers l'émergence et le développement dans une atmosphère de paix et de quiétude des citoyens. Travaillez en toute confiance et en toute responsabilité et restez toujours à l'écoute du peuple, peuple que nous avons défendu, Peuple que nous défendrons toujours et qui ne doit pas subir la manipulation de nos détracteurs.

Ceux-ci, résolus à multiplier par zéro(0) tous les efforts consentis par le camarade Denis SASSOU NGUESSO pour que le Congo retrouve la paix, renoue avec la démocratie et s'engage sur la voie de sa construction dans la stabilité, déploient à fond leur ingéniosité à réunir les conditions d'une explosion sociale que les congolais finiraient par regretter. Le peuple est appelé donc à se tenir sur ses gardes, les Militants à renforcer la vigilance. Pleins succès à vos assises.

- Gloire Immortelle au Président Marien NGIUBI,
- Vive le Camarade Président Denis SASSOU - NGUESSO,
- Vive le Parti Congolais du Travail,
- Vive le Conseil Fédéral PCT Brazzaville.

**Tout Pour le Peuple !
Rien que Pour le Peuple !**

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas tes hommes et tes femmes pour leur expliquer chaque détail. Fais naître dans leur coeur le désir de la mer. »

Saint-Exupéry, cité par Amadou Lamine Sall, poète sénégalais, lauréat des Grands Prix de l'Académie française, Le Soleil N°13369 du 18 décembre 2014

□ « Quand les élections approchent, c'est comme si on allait en guerre. Il faut mettre fin à ce cycle. Tout ce qui va dans le sens des changements constitutionnels, qu'on ne le fasse pas comme on dit à la hache... »

Abdoulaye Bathily, représentant du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, RFI, 17 décembre 2014

□ « La Constitution n'est donc pas seulement un moyen d'institutionnaliser le pouvoir, elle est également un moyen de le limiter. »

Claude Coelho, avocat à la Cour, ancien Bâtonnier, Cercle de réflexion «La Pléiade», La Semaine africaine du mardi 9 décembre 2014

□ « Quand je ne dispose que d'un marteau comme outil, tous mes problèmes ressemblent à des clous »

Abraham Maslow, cité par Abdelhamid Charif, professeur, King Saud University, Le Quotidien d'Algérie, 14 décembre 2014.

□ « Le chômage des jeunes est un enjeu de sécurité nationale »

Abdoulaye Bio-Tchané, économiste béninois, président du Fonds africain de garantie, Jeune Afrique du 7 au 13 décembre 2014

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Les jeunes de la zone Cemac échangeront sur la pandémie

Le ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, a ouvert le 17 décembre à Brazzaville, les travaux du forum régional des jeunes de la communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac).



La photo de famille avec les jeunes/credit-adiac

Ce forum organisé sur le thème « jeunes, la lutte contre les infections sexuellement transmissibles-sida et les grossesses non désirées continue » a lieu à l'auditorium du ministère des affaires étrangères. Il a pour objectif de permettre à tous les acteurs de la zone Cemac d'identifier les défis auxquels sont confrontés les jeunes dans le domaine de la santé sexuelle, la reproduction afin de mettre en place des stratégies innovantes pour un changement de comportement sexuel.

Il vise également à mobiliser les jeunes autour du dépistage du VIH au cours de la soirée culturelle de ces assises, de mettre en place des stratégies spécifiques pour rendre opérationnelle l'approche santé de reproduction couplée à la lutte contre le VIH/sida en milieu jeune ainsi que définir les thèmes centraux à utiliser par les unités jeunes au cours de l'exercice 2015.

La rencontre est organisée du 17 au 19 décembre à Brazzaville, par le Projet prévention du sida

en Afrique centrale (PPSAC), en collaboration avec l'Association pour l'appui aux initiatives de santé communautaire et pour le marketing social au Congo.

Elle regroupe les jeunes venus du Tchad, de Centrafrique, du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, du Gabon et du Congo, pays hôte. Parmi les activités retenues pour ce forum, figurent, la soirée culturelle dénommée « journée porte ouverte », des séances de dépistage ainsi que la remise de prix aux lauréats des associations de marketing social distingués cette année dans la lutte contre le sida et dans la conception des magazines 100% jeune.

Peu avant l'ouverture des travaux, le Dr. Nicolas Félicien Dologuelé a rendu public le message du secrétaire exécutif de l'Oceac. Ce message indique que l'Afrique subsaharienne est le plus touché par le VIH/sida. Les pays de la Cemac présentent une forte concentration féminine.

Par ailleurs, le directeur pays Onusida, Kisito Nsarhasa a rap-

pelé aux jeunes qu'ils sont les acteurs actifs et jouent un rôle important dans la lutte contre le VIH/sida.

Ouvrant les travaux, le ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, a annoncé dans son allocution d'ouverture le taux de nouvelle contamination des jeunes d'après les statistiques de l'Onusida et énuméré les différentes actions menées au Congo pour réduire l'incidence du VIH/sida.

D'après l'Onusida, les jeunes de 15 à 24 ans sont les plus exposés au VIH/sida à travers le monde. 890.000 jeunes nouvellement infectés en 2011, soit 2400 jeunes par jour. Les femmes 1, 2 million en âge de procréer soit environ 63% en 2011. Le taux de prévalence des pays de la zone Cemac est:

- Centrafrique : 4,9%,
- Guinée Équatoriale: 5%
- Gabon : 4, 1%
- Congo: 3,2%
- Cameroun : 4,3%
- Tchad: 3,4%

Lydie Gisèle Oko



Institut Africain de Perfectionnement et de Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE


Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT



Avec **Warid Protect**, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK/YES

Coût : 400 fca/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant

WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123 | Warid Congo SA

En vente à la Librairie

« LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE »



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION
DIRECTION GENERALE
DES COLLECTIVITES LOCALES

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

RECUEIL DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES SUR LA DECENTRALISATION

BRAZZAVILLE, NOVEMBRE 2012



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons**
pour tous vos **besoins** en
assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise
dès maintenant!



Promotion spéciale

- Acer Aspire E1-570
- Acer Celeron (Couleur Rouge)
- Acer Celeron (Couleur Grise)

Ordinateurs portables acer



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

DIPLOMATIE

Le Congo et la Russie s'exemptent de visas pour les titulaires des passeports diplomatiques et de service

C'est dans la perspective de resserrer les liens entre les Etats que la République du Congo représentée par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, Cyprien Sylvestre Mamina et la Fédération de Russie représentée par son ambassadeur au Congo, Valery Mikhaylov, ont signé cet accord sur l'exemption réciproque de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service, ce 18 décembre au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

La signature de cet accord est une preuve concrète de la détermination des deux pays à consolider davantage les liens d'amitié et de coopération. Elle est la retombée de la visite officielle qu'a effectuée le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso à Moscou en novembre 2013, qui aboutit à la consultation politique en mars 2014 et à la commission mixte en avril 2014.

« La signature de cet accord aujourd'hui est devenue possible grâce aux multiples efforts entrepris par les experts congolais et russes dans le cadre de leurs consultations innombrables, ainsi que dans le cadre de la dernière session de la commission mixte sur la coopération économique, scientifique, technique et commerciale qui a eu lieu à Moscou en avril dernier.

Aujourd'hui nous récoltons le fruit de ce travail appliqué », a déclaré l'ambassadeur de la Fédération de Russie dans son mot d'usage.

En effet, cette année le Congo et la Russie ont célébré le cinquantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. C'est un jubilé important qui marque une longue histoire des relations bilatérales entre ces deux pays. C'est d'ailleurs ce qui a poussé Valery Mikhaylov, à féliciter les délégations des deux pays pour leurs efforts concertés pour cet accord qui, dès ratification, servira de point de repère au développement des échanges officiels entre les deux pays et au renforcement de la connectivité entre les deux peuples.

« De plus, l'accord que nous venons de signer envoie les signaux forts aux hommes

d'affaires russes et congolais, tout en les encourageant de travailler la main dans la main pour redynamiser la coopération économique et commerciale entre le Congo et la Russie. L'accord va intensifier nos relations bilatérales déjà très fortes, qui sont fondées sur une ancienne tradition de compréhension, de confiance et de respect mutuels. Je suis sûr qu'il va cimenter notre amitié et va faciliter la circulation des représentants officiels des deux pays selon le principe d'égalité et de réciprocité. », a notifié l'ambassadeur de la Fédération de Russie.

Un pipe-line en construction entre Pointe-Noire et Ouesso pour le transport du carburant

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et

de la Coopération, Cyprien Sylvestre Mamina, a rassuré que dans quelques jours, on pourra partir de Brazzaville pour Moscou et inversement avec son passeport diplomatique ou de service sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un visa auprès de la chancellerie. « Nous devons cette cérémonie à la volonté de deux hommes, le président Denis Sassou- N'Guesso et Vladimir Poutine qui au mois de novembre 2013, lors de la visite que le président de la République a effectuée à Moscou, ont pris la résolution de renforcer les relations entre le Congo et la Fédération de Russie. Depuis lors, nos rencontres bilatérales sont fréquentes. »

Cyprien Sylvestre Mamina a rappelé qu'il y a bien d'autres projets, d'autres recommandations qui avaient été arrêtées lors de cette commission mixte et pour lesquelles, il connaît la détermination de chaque partie à les mettre en œuvre. Il s'agit de la construction d'un pipe-line entre Pointe-Noire et Ouesso pour le transport du carburant.

Les études de faisabilité de ce projet vont démarrer dans quelques jours. Il a aussi apprécié à titre personnel la détermination de l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo à faire en sorte que les autorités Russes soient sensibles à la signature d'autres accords. Au total 9 seront signés, a-t-il informé.

« C'est en 2015, que les deux parties vont se retrouver pour procéder à une évaluation de la mise en œuvre de la conclusion de la dernière commission mixte. On peut dire que les relations entre le Congo et la Fédération de Russie se portent très bien et nous, partie congolaise, sommes déterminés à faire en sorte qu'elles se renforcent sans cesse. »

En marge de cette cérémonie, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération a dit un mot sur la levée de l'embargo entre les Etats-Unis et Cuba. Pour lui, c'est une très bonne nouvelle qui va renforcer la cohésion entre le peuple américain.

Bruno Okokana



AVIS À MANIFESTATION D'INTERET N°003/2014/CAP

Dans le cadre du développement de ses capacités d'accueil, une société installée sur le site portuaire PAPN, est sur le point de financer les travaux de construction d'un hangar, et de construction des bâtiments neufs, extension et réhabilitation des bâtiments et des aménagements sur une superficies totale de 6000m².

Les candidats intéressés peuvent envoyer leur lettre de candidature à:

CapConsultants-Architecture SARL

À l'attention de Mr Antoine Beli BOKOLOJOUE

30, rue Djambala, croisement avenue Maya-Maya à Moundali

Tel : 22 61164 64/ 06 658 09 63/06 619 11 91

Adresse mail : cap.consultants@yahoo.fr - bokolojoue@architectes.org

Ou par dépôt direct au siège de CapConsultants - Architecture SARL à la même adresse, avant le 04 janvier à 17 heures.

Les dossiers transmis par e-mail, sont acceptables.

Après analyse de chaque candidature, il sera procédé à la présélection de trois(3) dossiers.

Les candidatures éligibles et répondants aux qualifications requises, recevront le dossier d'appel d'offres et, soumettront leur offre sous pli fermé dans les prochaines semaines.

DESCRIPTION :

L'appel d'offre est constitué de deux lots.

Les entreprises intéressées devront répondre à l'ensemble des deux lots.

LOT N°1 CONSTRUCTION :

- Construction d'un bâtiment R+1 des bureaux, vestiaire,
- Construction d'un bâtiment plein-pied pour le vestiaire et le réfectoire,
- Construction d'un hangar abritant des ateliers spécialisés, deux ponts pour mécanicien et une aire de lavage,
- Construction d'un locale pour lubrifiants,
- Construction d'un magasin,
- Construction d'un bâtiment pour zone de rebus, soudure, rangement et locale soudure,
- Réhabilitation et l'extension du bureau de directeur technique existant,
- Réhabilitation du local du groupe électrogène existant et

LOT N°2 AMENAGEMENT :

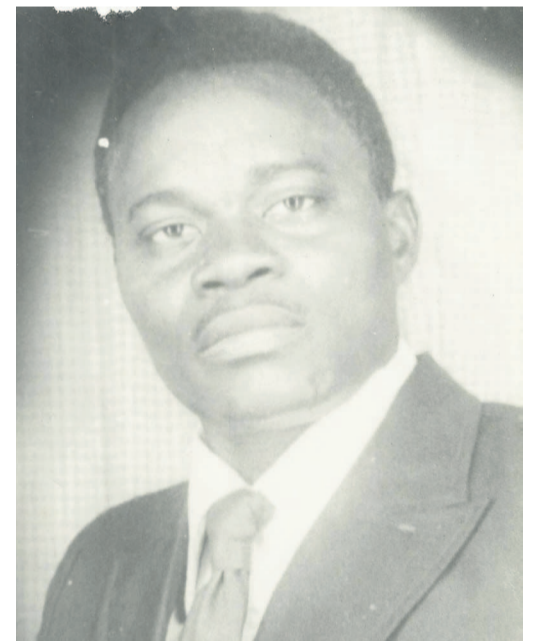
- Réhabilitation et l'extension du parking cyclomoteur existant et le revêtement des zones non couvertes du site en pave autobloquant.

IN MEMORIAM

« 19 décembre 2005 - 19 décembre 2014 », il y a 9 ans disparaissait Papa Moteur Ondzé Gaston

En ce jour anniversaire de sa disparition, les enfants Moteur Ondzé, petits-fils, belles-filles, gendres et neveux prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour le repos de son âme. Que la terre de nos ancêtres lui soit légère.

À cet effet, des messes d'actions de grâces seront dites le 21 décembre 2014 en les paroisses: Saint J. Baptiste de Talangaï, Saint-Pierre de Makoua (Congo), Saint Paul et Pierre de Founda - Nsi de Yaoundé (Cameroun)



20 décembre 1994, 20 décembre 2014, voici aujourd'hui 20 ans que Dieu rappela à lui Anne Marie Mouandinga, feu épouse Adoua. À cet effet, les familles Adoua et Itoua prient tous ceux qui l'ont connu, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite à son intention ce dimanche 21 décembre 2014 en la paroisse Sainte Marie de Ouenzé.

Que Dieu veuille toujours sur son âme.



Seule une TOYOTA va jusque là.



FORTUNER



CFAO MOTORS CONGO
cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 39
www.cfaomotors-congo.com

“ Saviez - vous que le vin sans alcool lutte contre les maladies du coeur ? ”

0% Alcool

Joyeux Noël & Meilleurs Vœux

05 700 02 20 / 05 700 02 18

Enfin la vrai bière sans alcool

Budweiser Budvar

Dejà disponible dans toutes les boufiques, les caves et super-marchés

Lieux de Ventes Brazzaville :
Park 'n' Shop - Toutes les CAVES de la ville

Lieux de Ventes Pointe-Noire :

Casino Park 'n' Shop

CAVE
Les Envies

COOPÉRATION CULTURELLE

Le Kiebe kiebe s'exporte à Cuba

Après Dakar, au Sénégal, où il a pris part, aux côtés de ses pairs africains, au XV^e Sommet de la Francophonie, le président Denis Sassou N'Gusso s'était rendu à la Havane, à Cuba, pour une visite de travail de trois jours. Dans son agenda, la visite à la Maison de l'Afrique où avait lieu le vernissage de l'exposition Kiebe-kiebe. Arrêt sur les images du volet culturel de ce séjour présidentiel.



Le chef de l'État avec des personnalités cubaines



Le président Denis Sassou N'Gusso coupant le ruban symbolique



Le ministre Henri Djombo signe le livre d'or à la casa de africa après la visite de l'expo kiebe kiebe



Le président Denis Sassou N'Gusso admirant les statuettes



Don des livres des écrivains congolais à la bibliothèque nationale cubaine par Lydie Pongault, conseiller du chef de l'État chargée à la culture et art, décembre 2014



Le président Denis Sassou N'Gusso apprécie l'art des femmes percussionnistes

BANGUI

Un nouveau commandant à la tête de L'Eufor-RCA

Après huit mois de présence de la force de l'Union européenne en terre centrafricaine, l'Eufor-RCA change de commandant. Au cours d'une conférence de presse tenue le 16 décembre au siège de l'Union européenne à Bangui, le général Thierry Lion présente son bilan et passe le témoin au général Jean Marc Bacquet.

C'est la première fois en huit mois que la mission européenne de sécurisation des populations centrafricaines puisse changer de commandant. En annonçant son départ de la tête de l'Eufor-RCA, le général Thierry Lion s'est félicité de l'appui apporté par ses

éléments dans le rétablissement de la sécurité dans les zones sensibles que sont les 3e, et 5e arrondissements ainsi que l'aéroport Bangui M'Poko. Pour lui, la population est et restera au centre de leur mission.

« Il s'agissait et il s'agira pour nous de sécuriser, rassurer et faciliter. Nous avons vécu pendant ces huit mois avec la population puisque, j'avais des soldats qui vivaient dans le 3e et le 5e arrondissement de Bangui. C'était une mission difficile au départ puisque, le degré de violences était incroyable », a expliqué Thierry Lion, commandant de la force de l'Union Européenne à la

veille de son départ.

Selon lui, le temps lui a permis, de même qu'à ses forces, de comprendre l'inquiétude de la population, assoiffée de paix et de stabilité. « Aujourd'hui, je pense pour ma part que, les Centrafricains ont compris la nécessité de vivre ensemble. Puisque, ce sont eux-mêmes qui ont repris les activités dans certains secteurs dans lesquels, il était impossible de circuler librement. Des réfugiés du Tchad sont rentrés à Bangui et le commissariat du 3^e arrondissement fait sa réouverture », a fait savoir ce dernier, avant de rendre un hommage à l'un de ces soldats mort en Centrafrique et à

ses vingt soldats blessés au cours de la mission.

Pour le nouveau commandant, Jean Marc Bacquet, dont le mandat démarre mercredi 17 décembre, « cette relève ne va rien changer en terme d'objectifs visés par la mission. C'est-à-dire, travailler avec la population et pour la population ».

« Je travaillerai dans le même esprit de coordination avec l'ensemble des acteurs locaux, internationaux, civils et militaires. J'ai à la fois l'obligation de fermer l'opération Eufor le 15 mars, mais aussi de mettre sur les rails une autre opération de l'Union-Européenne sur des mo-

dalités un peu plus différentes.

Il s'agira d'une mission visant à apporter de conseils et de l'aide à l'armée centrafricaine dont l'avenir appartient aux Centrafricains », a conclu Jean Marc Bacquet, nouveau commandant de la force Eufor-RCA.

L'Eufor-RCA est une force opérationnelle dirigée par l'Union européenne en Centrafrique dont le principe a été approuvé lors du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'union. L'opération européenne a été prolongée jusqu'au 15 mars 2015, sous la demande de la cheffe de l'Etat de transition Catherine Samba-Panza.

Des Anti-Balaka de Boy-rabe reçoivent une aide de l'archevêque Dieudonné Nzapalainga

Les éléments des Anti-Balaka du 4^e arrondissement de Bangui, repartis dans plusieurs bases se sont retrouvés le 17 décembre, au Monastère à Boy-rabe suite à l'appel de Mgr Dieudonné Nzapalainga, pour recevoir une aide en matériels et des soins de santé, de la part des mouvements et fraternités des églises catholiques de Bangui.

Ces dons sont composés entre autres de sacs de riz, de sucre, de cartons de savons, de bidons d'huile et de vêtements.

Selon le programme, l'archevêque de Bangui a préconisé discuter avec les bénéficiaires sur leurs conditions de vie. L'archevêché entend sensibiliser ces combattants au changement de comportement après la distribution des aides et le partage de repas communautaire.

Un leader des Anti-Balaka de Boy-rabe a expliqué que son groupe est prêt à déposer les armes, mais le sentiment n'est pas partagé par l'ensemble des éléments. « La section ne veut plus être un groupe armé mais plutôt un parti politique sauf que certains éléments qui sont issus de l'armée centrafricaine n'ont pas voulu être dans le parti. C'est ce qui pose problème pour le moment. Sinon, tout le monde est pour un retour à la normale. », a-t-il rassuré. Prudence Yamalet, une anti-ba-

laka, a expliqué de son côté, comment elle a intégré le rang de cette milice : « Je suis rentrée dans ce groupe armé à Ndjô en passant par Bogangolo. J'ai intégré ce groupe armé pour venger mon père et mon grand frère qui ont été tués par nos frères séléka ».

« A Bangui, il n'y a personne pour s'occuper de nous ; nous sommes abandonnés à nous-mêmes, sans soutien et sans abri parce que les maisons de nos parents ont été saccagées. Même le gouvernement ne nous vient pas au secours », a-t-elle déploré.

« Il est temps de venir faire tomber les préjugés sur ce groupe et venir à leur rencontre pour les écouter et leur poser les questions : pourquoi cette révolte ? Pourquoi ce désir de vengeance ? Savoir ce qui se cache derrière cette montagne de colère. Je suis ici pour proposer avec eux un nouveau chemin à prendre, en vue d'un véritable changement », a déclaré l'archevêque.

Pour la petite histoire, Mgr Dieudonné Nzapalainga a effectué une visite similaire au camp Béal où sont cantonnés les ex-Séléka le mois dernier.

Selon les organisateurs, la prochaine étape sera d'aller vers les ex-Séléka du camp Régiment de défense opérationnel et territorial (RDOT), le 23 décembre prochain.

Des maires de province expriment les difficiles conditions de vie de leurs administrés

Les participants à la deuxième journée de la conférence des maires de Centrafrique, se sont appesantis sur les difficultés que connaissent leurs localités. Les ex-Séléka et les Anti-Balaka sont, selon eux, les principales causes de la souffrance des populations.

Lors de la 2^e journée de la conférence des autorités locales le rôle et la contribution des autorités locales dans le processus de paix en Centrafrique et le retour des déplacés à leur domicile ont été au cœur des débats.

Plusieurs autorités communales et préfectorales ont exposé, du-

rant ces discussions, les difficultés que vivent leurs administrés au quotidien.

Alphonsine Golli conseiller à la mairie de Bouar a insisté sur l'urgence sécuritaire. « Le gouvernement a la lourde responsabilité de favoriser le retour des déplacés tant demandé. Que doivent faire les personnes qui ont perdu leurs maisons ? Chez qui vont-elles aller ? », s'est-elle interrogée. « Un appui financier et matériel des ONG et du gouvernement aux déplacés des différents sites est souhaité. Dans les provinces, des hommes ar-

més continuent de sévir, des personnes continuent de se déplacer pour fuir les exactions des bourreaux », a ajouté un autre maire.

Quant à Pierre Sérapou, maire de la ville de Grimari, les activités administratives n'ont pas repris parce qu'il y a de local. « Les agents de l'Etat n'ont pas encore regagné leurs postes, parce que les bâtiments administratifs sont en état de délabrement après la crise », a-t-il dit.

La clôture de la conférence des maires le 17 décembre 2014 est dominée par la remise des médailles aux participants.

NDÉLÉ

Les écoles peinent à reprendre faute d'enseignants

L'année académique 2014-2015 n'est pas vraiment effective dans la préfecture de Mbamingui-Bangoran, notamment dans le chef-lieu, Ndélé. Les écoles périphériques n'ont pas encore ouvert leurs portes. Le manque d'enseignants est à l'origine de cette situation.

Dans cette préfecture, l'on note seulement l'ouverture de l'école Zokotoyama à 20 kilomètres de Ndélé. C'est depuis le 24 no-

vembre que cet établissement a rouvert ses portes contrairement aux autres qui, jusque-là sont restés fermés.

Bien que cette école ait repris ses activités, l'effectif des enseignants pose toujours un sérieux problème. « Il y a un manque d'enseignants de CEI au CM2. Nous n'avons que deux enseignants pour toutes les sections. En plus, les élèves prennent les cours assis à même le sol », a dé-

ploré le directeur de ladite école Youssouf Alkal. D'après un parent d'élève, cette école est inactive depuis trois ans. Elle a rouvert ses portes cette année par soucis de garantir aux enfants leur droit à l'éducation.

Selon les responsables locaux, sur 59 écoles que compte la préfecture de Mbamingui-Bangoran, seulement 19 sont fonctionnelles. Les autres ne le sont pas par manque d'enseignants.

MBRÈS

Les affrontements entre milices poussent les habitants en brousse

Les habitants de la ville des Mbrès ont de nouveau pris la fuite suite aux coups de feu qui ont retenti depuis le début de l'après-midi du 16 décembre. La mort d'un habitant du village Sango 2 situé à 7 kilomètres de cette ville, serait à l'origine de ces combats.

« Hier dans la matinée, les habitants du village Sangô 2 étaient en train de récolter leur sésames au champ, lorsque les ex-Séléka

peulhs sont arrivés et ont tiré à balle réelle sur la population. Ils ont tué une personne et blessé une autre. La personne tuée, est

le frère d'un élément des Anti-Balaka de ce village », a témoigné un habitant de la ville. C'est ainsi que les Anti-Balaka ont réagi et les choses se sont compliquées. Un autre habitant a fait savoir que c'est suite à la demande d'explications des Anti-Balaka du village Sangô 2 aux ex-Séléka que tout a commencé.

À louer

Nous faisons louer un dépôt de 27m de longueur sur 9.50m de large avec 7m de hauteur au centre ville.

Adresse : avenue des manguiers à côté de la chambre froide Jhony (Beach)

Contacts : 06 655 80 00/06 912 82 82

DIPLOMATIE

Cuba et les États-Unis mettent fin à plus de cinquante ans d'hostilités

Une nouvelle page est désormais ouverte entre les deux pays. Ceci, parce que le président américain Barack Obama et son homologue cubain Raul Castro ont annoncé simultanément, le 17 décembre, le rétablissement progressif des relations diplomatiques entre leurs pays respectifs. Ce rapprochement historique intervient après plus d'un demi-siècle d'embargo contre le régime communiste cubain. Une mesure qui est en vigueur depuis 1962.

« Nous mettrons fin à une approche dépassée qui a échoué, pendant des décennies, à promouvoir nos intérêts et nous allons plutôt commencer à normaliser les relations entre nos deux pays (...). L'isolement de Cuba n'a pas fonctionné », a déclaré Barack Obama au cours d'une allocution télévisée à la Maison-Blanche. Il a insisté sur la nécessité d'abandonner « une politique rigide liée à des événements qui se sont produits » depuis plus de cinquante ans.

À La Havane, Raul Castro a salué la décision de son homologue américain, estimant qu'elle méritait « le respect et la reconnaissance de son peuple ». « Cela ne veut pas dire que la question principale a été réglée », a-t-il fait remarquer lors d'une allocution télévisée, ajoutant que l'embargo, qui a « causé tant de souffrances humaines et économiques » au peuple cubain, « doit être levé ». En clair, Barack Obama a parlé d'un changement dans la politique américaine vis-à-vis de l'unique île communiste de la Caraïbe alors que son homologue Raul Castro a déclaré au peuple cubain qu'il était temps de laisser derrière « l'héritage de la colonisation et du communisme »

À l'origine...

L'assouplissement des relations entre les Washington et La Havane est le fruit d'un travail de longue haleine dont les tractations se fai-

saient souvent en coulisses. Ce rapprochement est notamment l'aboutissement de négociations secrètes qui se sont déroulées de juin 2013 à novembre dernier au Canada. L'accord final a été conclu au Vatican. Un haut responsable américain a d'ailleurs affirmé que le pape François a joué un rôle clé dans cette percée diplomatique après avoir lancé des appels personnels aux deux présidents.

Avec la concrétisation de cette volonté, tous ceux qui pensaient autrement ont fini par comprendre que la poignée de main entre Barack Obama et Raul Castro, lors des obsèques de Nelson Mandela en Afrique du Sud, n'était pas anodine qu'on pourrait le croire. Séparés seulement par les 150 km du détroit de Floride, les États-Unis et Cuba ont interrompu leurs relations diplomatiques officielles depuis 1961. Leurs hostilités ont été marquées par l'embargo américain qui était vivement critiqué à Cuba et condamné chaque année à une écrasante majorité aux Nations unies.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre La Havane et Washington qui a été salué par l'ensemble de la communauté internationale a conduit certains dirigeants du monde et autres observateurs à penser qu'il pourra en être de même demain entre Israéliens et Palestiniens. C'est le cas de Vladimir Poutine, parrain irréversible de Cuba et de la Palestine, qui estime que l'actuelle crise au Proche-Orient « résulte des problèmes du passé ».

Le président russe fait allusion entre autre à la proclamation de la naissance de l'État d'Israël le 14 mai 1948 qui poussa les armées des États arabes à refuser le plan de partage des Nations unies du 29 novembre 1947 et à pénétrer en Palestine pour combattre Israël lors de la guerre de 1948-1949 qui se termina par la victoire de l'État hébreu.

Nestor N'Gampoula

FOOTBALL

AC-Léopards prend le dessus sur les Américains de l'Ambassadors-football

Les Fauves du Niari ont sorti leurs griffes devant leurs adversaires Américains en leur imposant une défaite lourde de trois buts à zéro. Retour sur le match amical entre les deux formations disputé à Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou.

AC-Léopards de Dolisie pense déjà à la Ligue africaine des champions. Représentant congolais à la compétition, avec Diablos-noirs, le club de la capitale de l'or vert ne voudrait pas être pris de court par le temps qui passe, en ce qui concerne sa préparation. Récemment à Sibiti, les Fauves du Niari ont ouvert le premier chapitre de leur mise en jambe en se mesurant aux Américains de l'Ambassadors-football. Le stade de la localité est pris d'assaut par le public, curieux de recevoir sur son sol une équipe venue des USA. Une grande première, encore que depuis la finale de la Coupe du Congo, le 14 août dernier, le ballon n'a plus roulé sur la pelouse du stade de la localité.

Le club de Dolisie était alors obligé de combler les attentes victorieuses du public de Sibiti. Chose faite,



La sortie des deux équipes

puisque les Fauves l'ont emporté 3-0. Guelord Bebhey Ndey, le buteur maison, a ouvert la marque à la 15e minute. Ngavouka a doublé la mise la 36e. Deux buts à zéro à la pause. De retour des vestiaires, le défenseur Carof Bakoua a lui aussi trouvé le chemin des filets allongeant ainsi le score à 3-0. L'addition serait lourde sur le compteur si seulement Ntela Kalema n'avait pas manqué le pénalty obtenu par son équipe à la deuxième mi-temps.

À en croire l'entraîneur de l'AC-Léopards, Cyril Ndonga, le club américain aura été un véritable sparing

partenaire. La rencontre, a-t-il souligné par ailleurs, a été d'une grande importance dans la préparation des échéances sportives qui pointent à l'horizon. Le tournoi de mise en jambe des clubs du championnat national d'élite qui débute ce week-end et par-delà, la Ligue africaine des champions. À dire vrai, ce sont les résultats des Fauves du Niari dans les compétitions auxquelles ils seront engagés qui permettront au public sportif congolais de juger de la qualité de ce qu'aura été leur préparation, la fin justifiant les moyens.

Rominique Nerplat Makaya

VATICAN

Le pape déterminé à éradiquer les abus sexuels dans l'Église

Le Souverain pontife a renforcé mercredi la commission mise sur pied pour lutter contre les abus sur mineurs. Parmi les membres, deux anciennes victimes !

On en viendrait presque à oublier que l'Église catholique a été secouée, il y a moins de quatre ans, par la découverte de nombreux cas d'abus sexuels perpétrés par ses prêtres sur des enfants mineurs, garçons et filles. Le pape actuel a hérité de ce dossier brûlant, tout comme son prédécesseur immédiat d'ailleurs, Benoît XVI. Celui-ci avait commencé à y mettre bon ordre : constitution d'une vigoureuse mission d'information en Irlande et en Grande-Bretagne ; rapport exigé des évêques des États-Unis, etc.

Dès les premiers moments de son pontificat, le pape François avait nettement indiqué qu'il n'entendait plus tolérer ce genre de « honte sur la face de l'Église ». C'est ainsi qu'en décembre, l'an dernier, il avait mis sur pied une commission pontificale chargée de la défense des mineurs. Des voix s'étaient élevées pour en dénoncer la tiédeur de composition. Il a mis un an pour trouver la réponse à leurs récriminations et celle-ci, telle qu'on peut le voir depuis mercredi, est tout sauf de pure convenance.

Le Vatican a, en effet, annoncé que la commission venait littéralement de se « blinder ». Non seulement les membres, doublés, se recrutent désormais dans les six continents (oui, six : Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique Latine, Asie et Océanie)

mais bien plus, ils comptent parmi eux deux anciennes victimes, un homme et une femme aujourd'hui devenus des activistes reconnus de la lutte contre les abus sur mineurs. Et même si la commission est toujours présidée par un cardinal américain (Sean O'Malley, Boston), les laïcs y font une entrée remarquable.

La liste complète de cette commission est formée de dix-sept membres (huit femmes et neuf hommes) en comptant le président et le secrétaire.

Ceux-ci proviennent de tous les continents. Elle est interdisciplinaire car les membres ont des professions qui vont de médecins à psychologues ou psychiatres mélangés à des théologiens et à des opérateurs sociaux.

Elle intègre aussi deux victimes d'abus, une femme et un homme, aujourd'hui engagés dans la réponse aux abus, a indiqué le Père Federico Lombardi, porte-parole du Saint-Siège. Les représentants africains y sont au nombre de deux, des religieuses : Sœur Kayula Gertrude Lesa de Zambie et Sœur Hermenegild Makoro d'Afrique du Sud. Des religieuses ? Oui : les religieuses, notamment américaines, ont été tenaces dans la dénonciation de ces cas d'abus dont beaucoup se sont produits, parfois à leurs dépens, dans leurs institutions.

Leur vigilance ne sera donc pas de trop pour garder l'attention du pape en éveil dans ce combat. La prochaine session plénière de la commission est annoncée pour le 6 février prochain au Vatican.

Lucien Mpama

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

PROJET FORÊT ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE (PFDE)

Financement IDA- Crédit n°5121-CG

ADDENDUM À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°001/MEFDD-CAB/PFDE/AON/T/2014

1. L'Unité de Coordination du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE) invite Candidats soumissionnaires à l'Appel d'Offres National N°001/MEFDD-CAB/PFDE/AON/T/2014 relatif aux travaux de réhabilitation des bâtiments de quatre (4) Directions Départementales de la Sangha, de la Cuvette, du Niari et de Pointe Noire qu'un Addendum au Dossier d'Appel d'Offres vient d'être élaboré suite aux visites des sites récemment effectués avec les entreprises.

2. Par conséquent les Soumissionnaires ayant déjà achetés les dossiers d'Appels d'Offres sont priés de se procurer de l'Addendum n°1 auprès de la Coordination du Projet Forêt et Diversification Economique, Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), Quartier OCH, case J-142/V, Moungali III-SOPROGI, BP 14 564, Brazzaville, Email : pfdecongo2011@yahoo.com; Tél : 068170633/056169574, République du Congo tous les jours ouvrables.

3. La date limite de dépôt des offres est reportée au 06 Janvier 2015 à 14 heures. L'ouverture des offres aura lieu à l'adresse indiquée ci-dessus le 06 Janvier 2015 à 14 heures 30 minutes.

4. Les autres conditions de participation restent inchangées.

Brazzaville le 18 Décembre 2014
Le Coordonnateur du PFDE

Jacques OSSISSOU

DOSSIER M23

François Muamba confirme le rapatriement volontaire des Congolais amnistiés

Pour le coordonnateur du Mécanisme national de suivi, le processus qui vient de commencer avec le retour de cent vingt Congolais ex-combattants se poursuivra et sera bouclé au plus tard en janvier 2015.

Le point de presse tenu par François Muamba, le 18 décembre, à son cabinet de travail a permis au Coordonnateur du Mécanisme national de suivi de la mise en œuvre des engagements de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba (MNS), François Muamba Tshishimbi, d'insister sur le caractère volontaire du rapatriement des Congolais, membres de l'ex-mouvement rebelle M23, qui se sont réfugiés en Ouganda et au Rwanda. Pour le coordonnateur du MNS, qui a été en Ouganda pour récupérer ces ex-combattants M23 des mains des autorités ougandaises, ce rapatriement rentre dans le cadre de la volonté du gouvernement congolais, de transformer la victoire militaire sur ce mouvement rebelle en paix pérenne, notamment en posant des actes mettant les ex-combattants dans un processus DDRRR. François Muamba a noté que dans cette optique, le chef de l'État, Joseph Kabila, avait instruit, le 17 septembre, les parties prenantes congolaises sur le rapatriement volontaire de ceux qui étaient éligibles à l'amnistie.

Un accord avec l'Ouganda

À en croire François Muamba, mille six cents soixante dix-huit ex-combattants M23 avaient été identifiées en Ouganda alors que quatre cent cinquante-trois l'ont été au Rwanda.

C'est donc pour le rapatriement de ceux qui étaient en Ouganda qu'il a effectué, le 16 décembre, une mission à Entebbe. Sur place, un protocole d'accord avait été signé entre l'Ouganda, la RDC – par le MNS-, la Cigril et la Sadc. Dans ce document, toutes les parties ont convenu de créer les conditions afin de permettre à la RDC de récupérer les armes et autres matériels de guerre emportés par les éléments du M23 dans leur fuite et, sur une base volontaire, rapatrier tous ceux qui ont été éligibles à l'amnistie et favorables à ce retour au pays. Dans cet engagement, la RDC devrait également assumer la responsabilité de tout ce qui arriverait à ces ex-combattants à partir du moment où leur avion décollerait de la piste de l'aéroport d'Antebbe.

Pour ce début, cent vingt congolais ex-combattants M23 avaient choisi de rentrer au pays et ont été acheminés au centre d'instruction de Kamina, au Katanga, pour leur démobilisation et leur réinsertion dans la vie civile. Pour s'en convaincre, le MNS a projeté, lors de ce point de presse, un document sur cette opération ainsi que des témoignages de ceux qui ont accepté de retourner en RDC.



Coordonnateur du MNS, François Muamba.

En plus d'exprimer leur ras-le-bol de la guerre et la joie de retourner au pays, ces ex-combattants ont sollicité leur sécurité et la mise en place des mécanismes leur permettant de reprendre la vie civile.

Un dossier qui sera bouclé au plus tard en janvier 2015

François Muamba a insisté sur le bouclage du processus de rapatriement de ces ex-combattants M23 au plus tard en janvier prochain. Mais le coordonnateur du MNS a également souligné que ceux qui vont monter dans l'avion affrété par la RDC pour regagner le pays ne seraient que ceux qui vont souscrire volontairement à leur retour. « Au bouclage du processus, les restes vont désormais dépendre de la communauté internationale », a-t-il insisté.

Il a, par ailleurs, regretté que le chef de la délégation du M23 lors des négociations, René Abandi, refuse d'être rapatrié, en évoquant la question sécuritaire, « alors qu'on le voit à Goma et dans d'autres localités dans les Kivu ». François Muamba a explicitement dénoncé des agendas de certains ex-dirigeants du M23 et la manipulation des ex-hommes de troupes. « Ils font croire à ces ex-combattants que s'ils restent réfugiés politiques en Ouganda, ils seront mis dans des avions pour être amenés au Nord du Canada où ils vont vivre », a-t-il expliqué. Le gouvernement veut en finir, a-t-il regretté, et les M23 se cramponnent dans leurs agendas. Décrivant la situation du 18 décembre sur le terrain, en Ouganda, le coordonnateur du MNS a indiqué qu'entre six cents et neuf cents ex-combattants ont quitté le camp où ils étaient réunis en Ouganda, se soustrayant ainsi à leur rapatriement vers la RDC. Ils se seraient dirigés vers le camp de Romandja, où le HCR a rassemblé près de cinquante trois mille déplacés Congolais qui ont fui leurs villages à cause des M23. « Déjà, sur leur route, ils se sont livrés au pillage de nourritures et de téléphones portables », a expliqué François Muamba. Ne pouvant pas les accepter dans ce camp, le HCR leur a dénié le droit d'y pénétrer. Les autorités ougandaises étaient alors obligées de les récupérer afin de les ramener dans leur cantonnement.

Lucien Dianzenza

MONUSCO

Controverse autour du départ des casques bleus

Il est inadmissible que la force onusienne quitte le pays dans la précipitation compte tenu de la situation sécuritaire incertaine qui prévaut dans l'Est du pays, ont rétorqué les responsables de la Monusco à la proposition de Joseph Kabila de voir ses effectifs déployés sur le territoire national être réduits progressivement.

Lorsque dans son dernier discours sur l'état de la Nation, Joseph Kabila a fait part de son intention de voir l'effectif des casques bleus présents sur le territoire national (aujourd'hui évalué à 20.000 hommes) être réduit, plaidant au passage pour un retrait progressif, il venait par le fait même d'engager un débat de fond sur l'opportunité ou non de maintenir les troupes onusiennes en RDC. Pour le président de la République, rien aujourd'hui ne justifie l'existence de la Monusco dans un « pays où il n'y a plus de guerre classique, où la protection des civils relève désormais des opérations de police et des opérations militaires ». En fait, Joseph Kabila reste convaincu que la situation du pays requiert aujourd'hui la prise en main de sa destinée par son armée appelée à porter secours aux compatriotes en détresse.

Les propos du chef de l'État avaient, comme il fallait s'y attendre, provoqué des réactions en sens divers de la part des responsables onusiens qui préfèrent mettre un bémol sur la question bien qu'elle fasse l'objet d'un plan déjà entériné au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies. À travers la Résolution 2147 paragraphe 48, fait-on savoir, il y a une revue stratégique pour envisager le retrait progressif de la Monusco en RDC. Tout le problème réside dans la manière d'opérer ce retrait pour lequel



Des casques bleus en pleine action

l'option avait été levée. Dans les milieux onusiens, on laisse entendre que le départ des casques bleus dépend du Conseil de sécurité de l'ONU tout en conseillant à la prudence. « Il ne faut surtout pas agir avec précipitation », a déclaré récemment le chef du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), Hervé Ladsous, qui estime qu'il faille dorénavant « discuter avec le gouvernement congolais d'une stratégie de sortie à l'horizon de trois ans, quatre ans, cinq ans ». Pour ce cadre de l'ONU, un départ précipité des casques bleus tendrait à compliquer la situation car, a-t-il ajouté, réduire trop vite le volume des casques bleus déployés sur le terrain risquerait de fragiliser tous les acquis coûteux jusque-là engrangés en terme de pacification et de stabilisation du pays. Renchérissant sur cet aspect des choses, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, fait savoir que la Monusco pliera effectivement ses bagages dès lors qu'elle se rendra compte que la situation sécuritaire s'est améliorée et que l'autorité de l'État est réellement instaurée. « On ne veut pas lais-

ser le pays dans un état fragile », a-t-il déclaré faisant allusion notamment à la situation sécuritaire incertaine qui prévaut dans l'est du pays plus précisément à Beni où plusieurs groupes armés et gangs de racketteurs sont actifs. Entre-temps, la même Monusco est engagée aux côtés des Fardc dans une opération militaire conjointe « Umoja » visant la neutralisation des Forces démocratiques alliées qui sèment la terreur à Beni et dans les environs. À tout prendre, la Monusco n'est pas prête à plier ses bagages. Le retrait progressif des casques bleus de la Monusco tel que suggéré par Joseph Kabila dépendra des discussions qui seront engagées entre le gouvernement et le Conseil de Sécurité de l'ONU, indique-t-on. Cependant, une certaine opinion intérieure guette avec beaucoup d'appréhensions le départ des casques bleus estimant que la menace de déstabilisation du territoire national n'est pas complètement éloignée, surtout en ce moment où les forces négatives sont en train de se restructurer en Ouganda et dans d'autres pays limitrophes situés à l'Est. Dossier à suivre.

Alain Dasso

BANQUES EN RDC

Les résultats toujours en deçà des attentes

Les activités bancaires ont continué à enregistrer une croissance continue avec un nombre de clients (toutes les banques confondues) établi en 2013 à quatre millions, contre cinquante mille en 2002, mais le miracle tant attendu tarde encore à se réaliser, a expliqué un expert à la rédaction.

La progression bancaire est loin de refléter l'importance d'un marché estimé à 70 millions d'habitants en RDC. Théoriquement, cette progression reste faible. En effet, la faiblesse est la conséquence de plusieurs maux qui rongent le pays, notamment la pauvreté de la population qui réduit la portion des habitants à bancariser, et le tout puissant secteur informel qui brasse plus de 80% des activités économiques. Sur ce dernier point, une étude financée par la Banque mondiale sur la révision des comptes de la nation a abouti à des résultats intéressants. Plus de la moitié de l'activité économique en RDC est informelle, et le

taux atteint un maximum de 96% dans le secteur agricole et forestier, suivi de 51% dans le secteur manufacturier, puis de 50% pour les industries extractives et 42% pour le secteur tertiaire. Selon les chiffres du secteur bancaire, le taux de pénétration reste encore très faible. Par contre, celui calculé sur la base de la population active estimée à un peu plus de 20 millions de clients potentiels arrive à plus de 30% de pénétration du secteur bancaire, représentant les cinq millions de comptes ouverts en dépit d'une situation économique précaire. Les banques en RDC n'ont pas la capacité de financer de grands projets. Pour autant, les initiatives ne manquent pas pour tenter de consolider l'accès aux produits bancaires de certains clients cibles. En effet, il y a des secteurs où se démarquent de plus en plus des opérateurs économiques congolais. L'on cite, par exemple, la distribution, les transports, les télécommunications et les infrastructures. Dans le secteur des

mines, des PME locales s'activent également pour arracher des contrats de distribution des carburants ou de fournitures. Elles sont de plusieurs nationalités, y compris congolaise.

De ce qui précède, il est intéressant de relever l'intérêt porté ces cinq dernières années par les banques régionales à la RDC. Le regain constaté confirme une amélioration du climat des affaires. Mais pour autant, ce constat devrait pousser les banques locales à se professionnaliser davantage pour ne pas perdre des parts de marché. Il est important de continuer à encourager l'installation des banques régionales, plus professionnelles. Mais les banques doivent mieux accompagner le développement économique du pays, en tirant le meilleur profit de la croissance actuelle qui reste soutenue. Actuellement, l'on estime que la banque la mieux capitalisée en RDC a un capital qui tourne autour d'une centaine de millions de dollars américains.

Laurent Essolomwa

ÉDUCATION

L'Unesco lance un programme de formation de plus de quatre mille enseignants

Le projet financé par le gouvernement chinois s'élève à un million de dollars américains.

Dénommé China Funds in Trust (CFIT), le projet a été lancé le 16 décembre à Kinshasa par la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. Il concerne la formation de quatre mille cinq cents enseignants congolais du primaire et du secondaire pour améliorer leur performance. Le projet CFIT, prévu jusqu'en 2016, va couvrir trois provinces du pays, à savoir la ville-province de Kinshasa, le Bandundu et la Province Orientale.

À cette occasion, la directrice générale de l'Unesco, arrivée la veille en RDC en provenance de la République Centrafricaine, a lancé un appel pour que la RDC valorise la carrière enseignante. « Rien ne remplace un bon enseignant. Nous devons les former le mieux possible, les soutenir, les valoriser car ils font un métier difficile qui est la clé du développement des individus », a souligné Irina Bokova. Nous lançons, a-t-elle poursuivi, un message qui est à la fois un message pédagogique mais aussi un message politique. Il s'agit, a-t-elle noté, de la mobilisation de la RDC derrière ses enseignants pour les soutenir, les former, les écouter, les valoriser dans leurs efforts pour construire l'avenir du pays.

De son côté, le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Maker Mwangi, a



Un enseignant écrivant sur le tableau

souhaité voir l'Unesco étendre son appui à d'autres provinces du pays, qui compte actuellement plus de cinq cent mille enseignants.

Trois cent mille enseignants travaillent sans être payés

Lors de la célébration, le 30 avril, de la journée de l'enseignement, un sit-in des instituteurs a été organisé devant le cabinet du ministre en charge du secteur. Ces derniers exigeaient au gouvernement d'assurer les frais de fonctionnement conséquents aux écoles, de corriger les mécanismes de paie par voie bancaire et d'améliorer les conditions salariales de ceux qui sont payés. À cette occasion, les syndicalistes ont indiqué que trois cent mille enseignants n'étaient toujours pas payés depuis plusieurs années sur l'ensemble du pays.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

Dakumuda New Man retourne sa veste

Le patron de Laviniora Esthétique vient d'annoncer qu'il a pris l'option d'arrêter avec « la musique populaire, dite profane » et consacre désormais sa carrière à la « musique chrétienne qui glorifie Dieu » avec à la clé un nouvel album.

Dakumuda New Man a lui-même mis un terme à ce qui passait jusque-là pour une rumeur. Sur le petit écran, le musicien a confirmé le 14 décembre avoir pris une nouvelle résolution : « Je mets ma voix au service de Dieu seulement », a-t-on entendu dire sur le plateau de HD Elengi. Le musicien demande à ce que cette décision soit considérée comme « le résultat de tout un processus ». Et Dakumuda de préciser ici : « Ma vie chrétienne, je ne l'ai pas commencée aujourd'hui. Je suis converti depuis longtemps mais c'est le pasteur David qui m'a emmené à me décider à suivre Dieu ». Il a parlé dès lors d'un appel formel du Tout-Puissant « à évangéliser à travers la chanson ». Et la star d'ajouter : « Je respecte la mission que Dieu m'a confié, em-

mener les gens à la repentance et les égarés à la conversion ». C'est à cet usage qu'il dédie son tout prochain album intitulé Bonzambe, a-t-il fait savoir. C'est avec énergie que Christian Dakumuda, alias New Man, déclare s'être résolu à chanter pour la gloire de l'Éternel avisant le public de la sorte : « Ce sont les intérêts de Dieu qui priment dans ma vie ». Aussi a-t-il décidé de lâcher prise alors qu'il venait tout juste d'achever un album dont les clips fraîchement tournés devaient servir à en assurer la promotion au profit de Bonzambe. Il envisage de mettre cette première œuvre consacrée au créateur sur le marché ce mois de décembre. L'opus comportera cinq titres. Le chanteur affirme avoir reçu le mandat divin en ces termes : « Dieu m'a dit je fais de toi mon prédicateur de masse ». Il sera donc à la fois chanteur et évangéliste.

Quitte à ne laisser planer aucune zone d'ombre sur les raisons de ce revirement jugé tout de même subit après 30 ans de carrière, Dakumuda a tout de

suite fixé l'opinion sur ses intentions. « Je ne suis pas comblant à mon égard. Je n'ai pas en vue l'argent, faire du commerce. Mais je veux chanter pour la gloire de Dieu. Pour moi, chanter c'est évangéliser à travers la chanson ».

Quant à savoir s'il envisage de changer de nom et ce qu'il adviendrait de son orchestre ainsi que de sa dénomination, Dakumuda a affirmé que rien ne changerait à ce propos. Par contre, il a évoqué quelques faits prémonitoires et donné des éclaircies à ce sujet. « Je continuerai à m'appeler New Man car cela veut dire homme nouveau, ce que je suis devenu. Et Laviniora veut dire la vie nouvelle en latin. Je tiens ce nom de J-C Mosengwo. En fait, nous devrions déjà nous mettre dans cette voie mais nous ne le comprenions pas. Nous étions déjà sur le chemin sans vraiment craindre Dieu. Je suis le détenteur de la vision de l'entreprise Laviniora Esthétique, cet orchestre ne jouera plus la musique populaire », a déclaré l'artiste.

Nioni Masela

PUBLICATION

Un essai sur la comptabilité d'Yvon Zebo

La RDC a adhéré à l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada) depuis 13 juillet 2012. Et le 12 septembre 2012, le système est entré en vigueur au niveau national, remplaçant ainsi le système congolais. Cette adhésion a suscité plusieurs débats et des réflexions. C'est dans ce cadre qu'Yvon Zebo Monkolo, réviseur comptable issu de l'Institut de réviseurs comptables de la RDC, vient de mettre sur la place publique l'essai « Évaluation et comptabilisation de l'actif immobilisé. Analyse comparative des systèmes comptables congolais et Ohada ».

de leur société ou entité ». Il sied de faire savoir que cette étude est en fait le mémoire d'Yvon Zebo défendu en novembre 2012 à l'Institut de réviseurs comptables de la RDC et qui sanctionne la fin de sa formation de réviseur comptable. Et Yvon Zebo de préciser : « Cette étude s'est limitée à analyser le changement intervenu au niveau de l'actif immobilisé à cause du fait que celui-ci a apporté quelques particularités dans l'évaluation et dans la comptabilisation ». Ces particularités, révèle-t-il, sont « la notion du coût du bien comme base de calcul des amortissements ; la valeur actuelle comme valeur de ré-



Yvon Zebo Monkolo en pleine séance de dédicace de l'ouvrage

férence au moment de l'inventaire des immobilisations conformément à l'article 42 de l'Acte Uniforme portant Harmonisation des Comptabilités des entreprises ; la notion de la comptabilisation des biens obtenus dans le cadre de concession et du crédit-bail ; la comptabilisation des biens grevés d'une clause de réserve de propriété ; la notion de réévaluation libre ». Préfacier de l'ouvrage, le professeur ordinaire des sciences

économiques des universités en RDC, Évariste Mabi Mulumba, a aussi relevés ces particularités. Et Évariste Mabi Mulumba a rappelé que l'arsenal juridique relatif au droit des affaires, notamment le droit comptable congolais tirait son existence à travers la loi comptable n°76-020 du 16 juillet 1976 portant normalisation de la comptabilité au Zaïre. Et cette loi n'a pas connu beaucoup d'évolution et a fait l'objet de critique de l'immobilisme.

« Le basculement du système comptable congolais au système comptable Ohada vient de corriger cet immobilisme en apportant certaines pratiques comptables internationales dans le domaine comptable ; je cite essentiellement l'application du principe de la prééminence de la réalité sur l'apparence », argue le Pr Mabi Mulumba qui note la nécessité des vulgarisations et sensibilisations des professionnels comptables, des utilisateurs des informations financières découlant des états financiers, des étudiants et de tous les intervenants dans la vie de la société sur la nouveauté qu'apporte le système comptable Ohada. Licencié en administration des affaires, option gestion financière et comptable de l'Université protestante du Congo, Yvon Zebo est réviseur comptable. Il a participé et conduit beaucoup de missions de certification des comptes dans des secteurs diversifiés en RDC et à l'étranger en qualité de commissaire aux comptes et d'auditeur externe.

Au regard de la complexité de cette matière, l'auteur indique déjà dans l'avant-propos du livre que « La migration du système comptable congolais vers le système comptable Ohada (Syscohada) suscite un besoin de formation de tous les intervenants dans la vie de société dans le domaine comptable. Cela se justifie par l'existence de notions nouvelles ou des nouvelles pratiques et a été et continue à être relevé lorsque nous rencontrons la plupart des comptables ayant la responsabilité de basculer le système comptable

Martin Engimo

JUSTICE

Nkaya Miyalou Guy alias « Ya Guy » devant les juges

Les audiences de la cour criminelle de Pointe-Noire ont été ouvertes le 17 décembre à la Cour d'appel. Parmi l'assistance venue nombreuse assister à ce procès très attendu : Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire, Roland Bouiti Viaudo, député maire de la ville.

Près de cinquante affaires sont inscrites au cours de ces audiences publiques. « La préparation et le déroulement d'une session criminelle nécessite la mobilisation des fonds qui ne sont pas toujours disponibles parce que non budgétisés, tout au moins jusqu'à ce jour. L'audience criminelle par rapport à l'audience ordinaire se caractérise par son décor, sa solennité et la composition hétérogène de sa formation de jugement. À côté des magistrats professionnels sont assis de part et d'autre, des jurés au nombre de six, tirés au sort sur une note établie dans les forme et délai requis. Ceux-ci auront ensemble avec les professionnels à exprimer le sentiment du peuple quant à la conception et à la répression du crime », a déclaré Norbert Nkounkouli, Procureur général près la Cour d'appel de Pointe-Noire, comme pour planter le décor et éclairer l'opinion publique.

Jean Christophe Mvoumbi, bâtonnier au barreau de Pointe-Noire, dans son intervention a demandé l'implication des autorités politico administratives locales dans l'œuvre de justice



Nkaya Miyalou Guy alias Ya Guy et Mabengué Mabengué Jean Richard crédit photo Adiac»

afin que les sessions criminelles se tiennent suivant les textes réglementaires en la matière (une session tous les trois mois). Ceci, pour réduire le banditisme et la criminalité dans la ville. Il a aussi suggéré une meilleure collaboration entre les avocats, la force publique et les structures pénitentiaires de la ville. Après la cérémonie officielle de la session criminelle, Pambou Michael, 1er président de la Cour d'appel a ouvert les audiences avec l'affaire Nkaya Miyalou Guy dit « Ya Guy » et Mabengué Mabengué Ndosso Jean Richard, accusés d'avoir perpétré quatre crimes crapuleux et odieux les 6 et 7 août 2014 dans le domicile d'une famille congolaise au quartier Socoprise dans le 1^{er} arrondissement Émery Patrice Lumumba. Ngoma Matondo Delgani, sa fille Ngoma Juliana, 2 ans,

Mouanza Talliane, jeune cadre de la société Total E& P Congo âgé de 25 ans, cousin de Ngoma Matondo Delgani qu'il avait gentiment accepté d'héberger chez lui avec sa famille avaient été assassinés à la machette par les deux suspects mis aux arrêts après enquête et interrogatoires. Quant à Mbemba Ngangoula Jeansule, conjointe de Ngoma Matondo, sa survie ne relève que du miracle. Elle a perdu ses deux mains et porte toujours d'énormes cicatrices sur tout son corps.

L'audience du mercredi 17 décembre a été marquée par l'enquête de moralité de Mabengué Mabengué Jean Richard, 28 ans, célibataire père d'une fillette de 5 ans et Nkaya Miyalou Guy « Ya Guy », 38 ans, célibataire, père de 4 enfants. L'audience se poursuit ce jeudi 18 décembre.

Hervé Brice Mampouya

Un atelier de sensibilisation à la paix et aux Droits de l'Homme

La Rencontre pour la paix et les droits de l'Homme (RPDH) que préside Christian Mounzéo organise le 22 décembre à Sueco un atelier de formation à l'intention des auxiliaires de justice, des professionnels de médias et des syndicalistes.

Cet atelier qui s'inscrit dans le cadre du Programme du renforcement de la transparence et de l'obligation de rendre compte au service des droits économiques et sociaux des communautés congolaises est organisé grâce à l'appui financier de la Fondation nationale pour la démocratie (NED) sous le thème : « Les droits de l'Homme, l'Etat de droit et la démocratie au service de la bonne gouvernance et du développement ». Il vise à informer soixante participants, issus de la force publique, du secteur public, des confessions religieuses, des syndicats, des ONG et des médias. Outre ce thème, les participants seront éduqués sur, « les instruments juridiques internationaux et nationaux de protection des droits de l'homme dans leur système universel et africain ; le droit civile, politiques, économiques et socioculturels, leur origines, contenu, obligations ; le rôle des citoyens dans la protection des droits humains, Etat de droit, transparence et la bonne gouvernance. »

L'objectif visé par la RPDH est de vulgariser les droits de

l'Homme en général, susciter une prise de conscience effective des violations de ses droits afin de prévenir les violations et mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces violations et susciter un débat sur la démocratie, les droits de l'Homme, l'Etat de droit et la bonne gouvernance. L'institution veut aussi vulgariser les divers outils de promotion et de protection des droits de l'Homme ainsi que les différents mécanismes de recours prévus en cas de violation, soulever les enjeux du processus démocratique, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance au Congo. Il s'agit par ailleurs, d'identifier les principales violations des droits de l'Homme et réfléchir sur les stratégies d'actions pour assurer le respect effectif des droits de l'Homme.

Ces travaux prévoient des échanges entre les participants et les organisateurs, lesquels vont accoucher des recommandations devant orienter les politiques publiques relatives à l'amélioration de l'exercice des droits de l'homme au Congo. S'agissant des attentes, la RPDH souhaite que les participants s'engagent et s'impliquent plus efficacement dans la gestion de la chose publique en vue d'une gouvernance participative.

Notons également qu'au cours de ces assises, un documentaire d'une dizaine de minutes, dénommé, « Une heure sur terre Botswana-le Bon élève » sera projeté.

Charlem Léa Legnoki

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

MOTS FLÉCHÉS N°052

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

STRATÈGES	INEXORABLEMENT	RADIO D'OUTRE-MER	ARRIVER APRÈS BALLE LONGUE EN COURT	BOIS SOUPLE	FILM À SENSATIONS FORTES	MOINS DENSE
RONDS-POINTS	RAYON DE LUMIÈRE	AUXILIAIRE		FACTEUR RHÉBUS	HECTARE	
					GRANDS TROUBLES	
SAC À MUNITIONS						
CANAL CÔTIER			TECHNÉTIUM	CHEF D'ÉTAT		
			AGENT DE L'ORDRE	ENTRÉE ASIATIQUE		
ARGILE JAUNE OU ROUGE	HOMME FAMILIER DU RYTHME ET DU BLUES		ENGAGE DANS L'ARMÉE			
		ABRI POUR ESCADRE			CORSE OU SICILE	
		TEMPS UNIVERSEL			QUI N'EST PAS SENSÉ	
INJUSTES			AVANCÉE			HOMME D'ÉGLISE
ÉCOULEMENT D'EAU			IL PEUT ÊTRE GASTRIQUE			
			STRONTIUM AU LABO TUBE MÉDICAL	JE ME RENDIS	REGISTRE DU COMMERCE CONSCIENCES	
BÊCHEUR	RÉSERVE D'ÉNERGIE MILIEU AQUATIQUE			BAVARD BRÉSILIEN		PORTÉE À ÉBULLITION
				IL DONNE LA RAISON		
		APPLAUDIR				
BOUT D'OBUS			COMME UN FOU FÉTIDE, C'EST UNE RÉSINE			
CRUE ET SALÉE						
		RECRU DE FATIGUE				QUITTES LE LIEU
		ATOME CHARGÉ				
REPRODUIRE UN TEXTE	CONFIDENTES ASSEMBLÉE À NEW YORK			AMANTE VACHE...	RÉVÉREND PÈRE	
				IMPÔT RÉCENT	ATTRAPENT	
				ÉTOILE QUI BRILLE TOUT À COUP		
ALLEZ, DEHORS	DIRECTION SUR LA BOUSSOLE			FAIRE UNE OFFRE		
		COURS COURTS			AVEZ UNE EXISTENCE CERTAINE	

SUDOKU N°052

>FACILE

	7		9		3		8	
		4	8	2	7		1	
9					3	6	2	
					2		7	
8	2	3				9	6	4
	1		9					
	4	6	1					2
2			5	4	6	7		
7		5		3				1

>MOYEN

1	2						8	4
		4	1	7	8			
			2		6		3	
7				2		1		
		8	6		1	2		
		6		9				3
	2		9		5			
			7	6	3	5		
6	3					8		9

>DIFFICILE

1	2					3	6	
9		8	2			5	7	
			6	8	5	1		
6			1	2				
					9	8		7
		3	8	4	9			
	9	2			3	4		1
4	6						3	5

MOTS CROISÉS N°051

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Doctrine de réformés d'office. - 2. Lénifiante. - 3. Sur un métier à tisser, fil de métal portant un maillon ou une lamelle allongée percée d'un trou. Sucre. - 4. Embarcation exotique à fond plat. - 5. Manière de concevoir. Sur le calendrier. - 6. Dans un corps gras. - 7. Île de France. Plus tard. - 8. Ancienne capitale d'Arménie. Elle connaît la célébrité. - 9. Lieu de rassemblement. Dada avec des dadas. - 10. Victime du devoir. Sous les couverts.

>VERTICALEMENT A. On la trouve sur la route de Sacramento. - B. Trouvé dans le compotier. Encouragement ibérique. C'est le chlore. - C. Mis en lambeaux. On a du mal à le dire. - D. Dans une alternative à la Bourse. Possessif. - E. Coin de Côte-d'Or. Orthodoxe musulman. - F. Qualifient certaines fosses. - G. À la mode. Pronom réfléchi. Au bout du rouleau. - H. Feu de caisse. Fait bonne mesure. - I. Plateaux volcaniques. Proche du doigté. - J. Qui n'admettent aucune demi-mesure.

MOTS À MOTS N°052

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① FINI + GRUE = F _ _ _ _ _
- ② CHER + SOIT = _ _ _ R _ _ _
- ③ ATRE + ECRU = _ _ _ _ _ U _ _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°051

S	A	A	V	C	P
E	P	I	C	E	R
E	N	C	O	M	B
E	N	S	I	L	E
C	E	D	E	O	C
G	E	R	E	A	N
R	A	N	C	I	I
S	S	T	I	R	E
S	E	M	E	U	R
S	A	A	L	E	R
M	I	L	S	E	D
M	E	L	E	R	A
O	D	I	E	U	S
E	N	E	E	B	A
A	R	T	S	S	E

MOTS CROISÉS N°051

I	N	V	E	N	T	A	I	R	E
N	O	I	R	A	U	D	U	S	
F	U	S	E	R	O	S	E	S	
R	E	E	B	P	T	E	E		
A	R	E	Q	U	I	E	R	S	
C	A	A	N	T	R	E	E		
T	I	L	T	U	S	O	T		
I	S	O	D	E	S	S	A		
O	I	V	R	E	S	E	L		
N	E	C	E	S	S	A	I	R	E

SUDOKU N°051

8	5	6	4	3	7	2	1	9
9	7	1	2	6	5	8	4	3
2	4	3	1	9	8	7	5	6
5	1	4	6	2	3	9	8	7
7	3	8	5	1	9	4	6	2
6	9	2	7	8	4	5	3	1
3	2	5	9	4	6	1	7	8
4	6	9	8	7	1	3	2	5
1	8	7	3	5	2	6	9	4

3	7	6	1	5	8	4	2	9
9	4	1	7	6	2	5	8	3
5	8	2	4	9	3	7	1	6
8	3	7	6	2	9	1	5	4
1	9	5	8	4	7	6	3	2
6	2	4	3	1	5	8	9	7
7	5	3	2	8	4	9	6	1
4	6	9	5	3	1	2	7	8
2	1	8	9	7	6	3	4	5

6	5	7	3	4	2	8	9	1
1	3	8	6	5	9	2	4	7
4	2	9	7	8	1	6	3	5
9	1	5	4	2	6	7	8	3
7	4	6	8	9	3	5	1	2
2	8	3	5	1	7	4	6	9
8	9	4	2	3	5	1	7	6
5	7	1	9	6	8	3	2	4
3	6	2	1	7	4	9	5	8

MOTS À MOTS N°051

1/ TRACTEUR - 2/ NAUTISME - 3/ GOUPILLE.

INTERVIEW

Jean Médard Kossa : « le football des jeunes c'est la base de l'équipe nationale »

Lors de la réunion inaugurale du nouveau comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), l'ancien président de la commission des arbitres s'est vu confier les rênes du football des jeunes. Dans cette interview, il dresse son bilan à la tête de la commission des arbitres avant d'énumérer quelques pistes de solution pour redynamiser le football à la base. Entretien !

Les Dépêches de Brazzaville : Vous avez été président de la Commission des arbitres avant votre élévation à la Commission du football des jeunes. Qu'est-ce que le Congo a-t-il tiré comme bénéfice durant vos premières fonctions ?

Jean Médard Kossa : Les commissions émanent du pouvoir discrétionnaire du président de la FÉCOFOOT. En effet, le président Mbono est mieux placé pour répondre à cette question. Mais en ce qui concerne les arbitres nous avons maintenant un quatre. Il faut s'en féliciter. Parce que jusque là, le Congo n'avait que trois dames malgré le fait que le championnat féminin ne se joue plus. Nous avons essayé de travailler et le Congo a maintenant un quatre. Ce qui signifie que la FIFA ou la CAF peut désigner quatre arbitres congolais.

L.D.B. : Quelles sont ces quatre dames ?

J.M.K. : En dehors de Ngakosso qui était déjà là de Moueni, il y a Yengo qui est revenue et Gradie Matsanga, quatrième arbitre qui remplace Pelagie Ngoni, qui était malade après son accouchement.

L.D.B. : Comment avez-vous ap-

précié votre nouvelle nomination à la Commission du football des jeunes ?

J.M.K. : Aimé Césaire disait « s'unir c'est bâtir ensemble ». Le président pense que j'ai fait mon temps au niveau de la commission des arbitres. Les résultats sont là. Dans un pays où le championnat dames ne se joue pas, réussir à ramener un quatre au niveau de la FIFA relève d'un exploit. Nous avons aussi redonné confiance à Moutsati qui n'arbitrait plus les matches programmés par la fédération. Le contrat qui lie les arbitres et la fédération étant de faire les matches. C'était en quelque sorte une sanction en interne. Aujourd'hui, l'arbitre Moutsati est revenu. Il est parmi les meilleurs assistants que nous avons, mais le président pense que je peux apporter plus. Pour lui, ma présence est très intéressante au niveau du football des jeunes, pour essayer d'apporter ma petite connaissance dans ce domaine. C'est la base de l'équipe nationale.

L.D.B. : Vous héritiez en effet d'une lourde tâche, alors que compter vous faire pour redynamiser le football des jeunes ?

J.M.K. : La priorité c'est relancer cette jeunesse qui constitue la base du football. Parce que si vous n'avez



Jean Médard Kossa crédit photo Adiac

pas une jeunesse bien préparée, c'est difficile de trouver des grands talents, c'est aussi difficile de parler d'une équipe A. Aujourd'hui si nous sommes qualifiés à la CAN, regarder la limite d'âge de ces petits, vous allez vous rendre compte que ce sont des jeunes. Nous avons de multiples problèmes. D'abord les équipes au Congo sont démunies. Exigé par exemple les juniors dans chaque équipe, l'équation sera difficile à résoudre. A l'époque, il y avait l'équipe A, l'équipe espoir et l'équipe junior. Et, il y avait une catégorisation qui était respectée dans chaque club.

Pour monter en équipe A il fallait passer par l'équipe C puis B. Aujourd'hui quand vous regardez nos équipes vous voyez comment elles sont gérées. C'est des questions difficiles que nous allons discuter avec les autres membres de la commission. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Est-ce que nous serons obligés de travailler avec le ministère pour lui proposer l'organisation des compétitions de football par secteur pendant l'ONSSU pour déceler les talents qui vont intégrer le Centre national de formation de football (CNFF).

L.D.B. : En tant que membre du

comité exécutif de la Fécofoot, quelle lecture faites-vous de la prestation des Diables rouges à la 9e édition de la coupe de la CEMAC ?

J.M.K. : Il faut d'abord féliciter les enfants. Vous savez bien que cela fait plusieurs mois que le championnat ne se joue pas. Vous savez comme moi pour gagner un match, il y a plusieurs facteurs. Des facteurs physiques, techniques, cognitifs. Les entraîneurs peuvent compléter. Pour les petits qui arrivent jusqu'en finale, sans compétition dans les jambes, il faut les féliciter.

L.D.B. : Les mêmes causes produiraient-elles les mêmes effets pendant les CAN ?

J.M.K. : Par rapport à la Coupe d'Afrique qui pointe à l'horizon, il faut qu'on se mette au travail.

Les clubs doivent comprendre que le championnat doit reprendre parce que nous ne pouvons pas aller à la CAN sans compétition dans les jambes. Nous avons des joueurs locaux qui peuvent défendre les couleurs nationales. Il faut que les dirigeants des équipes puissent donner la chance à ces joueurs locaux. Si aujourd'hui, il n'y a pas de championnat, il est très difficile de déceler des meilleurs talents. Les quatre équipes qui vont jouer les compétitions interclubs sont aussi en danger. S'il n'y a pas de championnat et qu'elles ne se préparent pas, ne soyez pas surpris si on les débarque dès le premier tour. Les petits se doivent de jouer pour mieux défendre les couleurs du pays.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

Comparaison n'est pas raison

Comparaison n'est pas raison. C'est la nouvelle antienne. Depuis quelques temps, elle revient, souvent hors de propos et en boucle dans les débats. Comparaison n'est pas raison, assenée tel un couperet, surtout lorsqu'elle n'est pas gratifiante, est le signe d'un essoufflement de l'argumentation. C'est l'estocade rhétorique péremptoire de ceux qui n'ont pas d'argument. Que nous dit le dictionnaire ? « Une figure de rhétorique n'est pas un argument valable ». Simpliste, car la mise en parallèle destinée à déterminer les ressemblances et les dissemblances (entre plusieurs personnes ou choses) est le meilleur moyen de les mettre (ressemblances ou dissemblances) en évidence, pour conforter une opinion ou un sentiment.

Je rentre de Bangui, une ville meurtrie par « la bêtise humaine », autre expression monstrueuse, pour qualifier l'innommable et l'indicible. Là aussi, c'est un excellent raccourci pour ne pas répondre de ses propres égarements ou nos égarements collectifs qui contrarient l'idéalisme moral appelant les Congolais à la raison pour mettre fin à « la guerre sans fin que le Congo se livre à lui-même ». Pour parodier Jean-Jaurès, les Congolais doivent « sarcler le chemin de l'amitié ». Et, notre chance c'est que de nombreuses passerelles existent pour ramener les ennemis conjoncturels à la discussion, à l'échange qui est l'antidote à « la fameuse bêtise humaine » qui est, justement, cette incapacité à parler avec son « ennemi ». Elle tire son existence de l'inimitié

qui fonde ces sautes d'humeur vite transformées en rancœurs.

De la visite de la capitale centrafricaine, me sont revenues les images d'apocalypse de la guerre du 5 juin 1997. Avec d'autres, nous avons eu le privilège d'entrer au km 5, véritable no man's land, un camp retranché où des tireurs embusqués peuvent à tout moment vous ôter la vie. Bangui offre l'image de Brazzaville coupée, alors, en deux. La désolation est partout visible. Hugues Ngouélondélé, le parrain de la rencontre des maires de la Centrafrique, empruntant le mot de Charles de Gaulle déclarait, quand on veut la paix ce n'est pas à son ami qu'il faut parler mais plutôt à son ennemi, pour exhorter les Centrafriens à se parler pour ne pas se résigner à un destin fuligineux. La parole est le grand remède au dessèchement des cœurs et à l'intolérance. La tolérance, voilà le mot. Accepter l'autre dans sa différence et tourner le dos résolument à d'intransigeantes convictions sectaires.

Si le Congo s'abreuve à la source du dialogue, il en sortira grandi. Son absence est justement à la base de nos difficultés de « vivre ensemble », en raison de rancœurs cristallisées.

N'allons pas inutilement au casse-pipe, il est encore possible de se parler. Il faut, en politique, savoir lâ-

cher du lest. L'extrémisme, l'arrogance et l'égo boursofflé sont toujours ravageurs. Dialoguer, c'est la force d'avenir.

Ce que j'ai vu en Centrafrique m'oblige à penser la paix jusqu'à l'indicible. Le seul moyen pour stopper l'engrenage « de la bêtise humaine » et des logiques partisans qui se mettent inexorablement en marche, c'est de se parler. Faire autrement, c'est précipiter notre faillite collective. Si nous voulons éviter la « bêtise humaine », dominons nos énervements pour cultiver le vivre ensemble paisible, en dépit de nos idiosyncrasies. Pour cela, il faut une raison ferme, claire et calme. Comme le disait Jean-Jaurès, si le « péril est grand, il n'est pas invincible », à condition de garder « la clarté de l'esprit, la fermeté du vouloir », pour ne plus parler de « bêtise humaine ».

Face au désespoir du peuple centrafricain, à la recherche d'une paix désormais introuvable, je n'ai résisté à la tentation de la comparaison. J'ai pensé à mon pays qui a connu les affres de la guerre et s'en est sorti, heureusement. Quand je regarde le Congo, il m'arrive de m'interroger ; mais lorsque je le compare aux autres pays du continent, je me rassure. C'est pourquoi, dussions-nous en souffrir parfois, comparaison est souvent raison.

Mfumum